



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Particulières

n° AO24002

commun à tous les lots

Acheteur

Commune de Carqueiranne

Adresse : Place de la République 83320 CARQUEIRANNE

Téléphone : +33 0494014040

Télécopie : +33 0494014041

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Maire

Objet de l'accord-cadre

Achat et livraison de denrées alimentaires

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
2. Durée de l'accord-cadre	5
2.1 Durée de l'accord-cadre	5
2.2 Prolongation des délais d'exécution	5
3. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	5
4. Forme des notifications et informations au titulaire	6
5. Prix - Variation du prix	6
5.1 Contenu des prix	6
5.2 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre	6
5.3 Modalités d'ajustement et de variation du prix	6
5-4 Offres Promotionnelles.....	9
5-5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	9
6. Retenue de garantie	9
7. Avance.....	9
7.1 Modalités de règlement de l'avance	9
7.2 Modalités de résorption de l'avance	10
8. Règlement des comptes	10
8.1 Modalités de règlement du prix.....	10
8.2 Délais de paiement.....	11
8.3 Intérêts moratoires	11
9. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	11
9.1 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	11
9.2 Modification de l'accord-cadre	11
9.3 Prestations supplémentaires ou modificatives	12
10. Pénalités.....	13
10.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	13
11. Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 Opérations de vérification et décisions	13
11.2 Admission, ajournement, refaction et rejet.....	13
12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	13
13. Garanties	13

14. Assurances	13
15. Différends	14
16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	14
17. Résiliation de l'accord-cadre	14
17.1 Résiliation pour faute.....	14
17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	14
18. Clauses techniques	15
19. Dérogations aux documents généraux.....	18

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet :

Achat et livraison de produits réfrigérés, surgelés et glaces, laitiers, viande fraîche française, fruits et légumes frais, de 4ème et de 5ème gamme pour la cuisine centrale et ses satellites.

1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 6 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après.

- Lot n° 01 – produits réfrigérés
- Lot n° 02 – produits surgelés et glaces
- Lot n° 03 – produits laitiers
- Lot n° 04 – viande fraîche
- Lot n° 05 – produits fruits et légumes frais
- Lot n° 06 – Fruits et légumes de 4ème et de 5ème gamme

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Par mail.

2. Durée de l'accord-cadre

2.1 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

2.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Le(s) cahier(s) des clauses techniques générales suivant(s) : CCTG FCS
- Les bons de commande émis au titre de l'accord cadre

- **Pour les lots à prix unitaires suivants :**

- Lot n° 01 – produits réfrigérés
- Lot n° 02 – produits surgelés et glaces
- Lot n° 03 – produits laitiers
- Lot n° 04 – viande fraîche
- Lot n° 05 – fruits et légumes frais
- Lot n° 06 – Fruits et légumes de 4ème et de 5ème gamme
- Le bordereau des prix contractuel valant détail estimatif non contractuel
- Le catalogue pour chacun des lots
- Annexe relative au RGPD
- Mémoire Technique
- Les fiches techniques des produits labélisés ainsi que leur provenance pour la viande

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Prix - Variation du prix

5.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

5.2 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.3 Modalités d'ajustement et de variation du prix

Les prix des BPU sont révisables dans les conditions suivantes :

Dans un délai d'un mois après la notification du marché, en accord avec la Ville, le titulaire devra choisir l'(les) indice (s) ou la (les) cotation (s) nationale (s) officielle (s) qui lui semble la (les) plus appropriée (s) pour le lot concerné.

Indices nationaux officiels

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les seules cotations nationales officielles spécifiques aux produits alimentaires publiées en France sont les cotations du RNM, service public piloté par FranceAgriMer en partenariat avec le ministère chargé de l'agriculture et de l'agroalimentaire. L'appartenance de ce réseau au service public en fait un observateur neutre : objectivité, fiabilité et rapidité lui permettent de mettre une information de référence par produit à disposition de tous (accès gratuit aux données à 45 jours ou données plus récentes disponibles avec droit d'accès modique).

Les cotations du RNM (FranceAgriMer) sont disponibles sur le site :

http://www.rnm.franceagrimer.fr/cgi-bin/cgiindex?/rnm/menurnm.html:/rnm/ReseauRNM.html:Decouvrir_le_RNM.

En l'absence d'indices RNM, il conviendra de se reporter aux indices INSEE de prix à la production ou à l'importation (et non aux indices de prix à la consommation). Le recours aux indices INSEE peut être justifié pour les produits non couverts par un indice du RNM, ou si l'on désire recourir à des « agrégats » plus larges. Il s'agit d'indices, basés sur les prix à la production vendue ou sur les prix d'achat à l'importation. Conçus principalement pour la comptabilité nationale, ce sont des indices généralement moins fins que dans la base du RNM, avec plusieurs niveaux d'agrégation :

Les indices INSEE sont disponibles sur le site :

<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixTheme.action?code=20>.

Indices ITAVI

Concernant la filière « Volaille et lapins », les indices ITAVI peuvent également être utilisés, car ils reflètent l'évolution mensuelle du coût des matières premières utilisées dans les différentes formules alimentaires des volailles et lapins. Tous les mois des relevés de prix et cotations sont réalisés sur un panel de matières premières (complétés des coûts de transport vers une usine fictive implantée en Ile-et-Vilaine). Ce coût de formule calculé tous les mois de la même manière permet d'obtenir une évolution du coût des matières premières dans les aliments destinés aux volailles et lapins.

Ces coûts sont publiés sous forme d'indices exprimés en base 100 et mis en ligne chaque début de mois sur le site : www.itavi.asso.fr.

N° LOT	LIBELLE LOT	Périodicité de révision	Formule de révision et références
1, 2 et 3	Produits réfrigérés Produits surgelés Produits laitiers	Trimestrielle	<p>Les prix des articles du BPU contractuel seront révisés au premier jour du marché : 1er janvier 2024, puis tous les 3 mois pendant toute la durée du marché. Dans un délai d'un mois après la notification du marché, en accord avec la Ville, le titulaire devra choisir la (les) cotation(s) nationale(s) officielle(s) ou l'(les) indice(s) qui lui semble(nt) le(s) plus approprié(s) pour le lot concerné. Pour la durée du marché, la date d'application des révisions de prix est le 10 septembre 2024,</p> <p>FORMULE DE REVISION TRIMESTRIELLE :</p> <p>$P_n = P_0 \times I_n / I_0$</p> <p>Où :</p> <p>$P_n$ = Prix révisé</p> <p>P_0 = Prix HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre pour la première révision)</p> <p>I_n = Dernier indice (ou cotation) définitif connu au moment du calcul de la révision</p> <p>I_0 = Dernier indice (ou cotation) définitif connu au moment de la précédente révision (ou au mois zéro pour la première révision)</p> <p>15 jours avant la date de révision des prix pour une application au 1er du mois</p>

			suivant, le titulaire du lot concerné enverra par mail au service émetteur des commandes le bordereau des prix révisés, ainsi que les éléments ayant servi au calcul de la révision.
4, 5 et 6	Viande fraîche Fruits et légumes frais conventionnels Fruits et légumes 4 ^{ème} et 5 ^{ème} gamme	Mensuelle	<p>Les prix des articles du BPU contractuel seront révisés au premier jour du marché qui sera fixé en juin 2024 par la date de notification du marché, puis tous les mois pendant toute la durée du marché.</p> <p>Dans un délai d'un mois après la notification du marché, en accord avec la Ville, le titulaire devra choisir la (les) cotation(s) nationale(s) officielle(s) ou l'(les) indice(s) qui lui semble(nt) le(s) plus approprié(s) pour le lot concerné.</p> <p>FORMULE DE REVISION MENSUELLE : $P_n = P_0 \times I_n / I_0$ Où : P_n = Prix révisé P₀ = Prix HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre pour la première révision) I_n = Dernier indice (ou cotation) définitif connu au moment du calcul de la révision I₀ = Dernier indice (ou cotation) définitif connu au moment de la précédente révision (ou au mois zéro pour la première révision) 15 jours avant la date de révision des prix pour une application au 1^{er} du mois suivant, le titulaire du lot concerné enverra par mail au service émetteur des commandes le bordereau des prix révisés, ainsi que les éléments ayant servi au calcul de la révision.</p>

Les erreurs de calculs (ou tout autre type d'erreurs) dans la révision des prix, démontrées par la personne publique, en cours d'année, seront corrigées.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires ne sont pas effectués avec des arrondis.

Le résultat final, s'il comprend 3 décimales, est arrondi de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la seconde décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la seconde décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, un nouvel indice sera choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire et acté dans le cadre des clauses de réexamen de l'article 9.4 du présent CCP.

Ajustement des prix catalogue(s)

Les prix catalogues sont révisibles par ajustement par référence au prix que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle suivant son tarif public et les prix indiqués sur ses catalogues. Les remises consenties seront appliquées sur ces nouveaux prix.

Lors de leur modification, le titulaire s'engage à faire parvenir, par tout moyen, à l'administration contractante, les nouveaux tarifs publics (catalogue électronique et tarifs).

Seront alors appliqués les nouveaux prix publics catalogues ou les nouveaux tarifs publics.

Les prix applicables seront ceux du tarif en vigueur à la date de la commande.

Il est rappelé que le(s) taux de remise consenti(s) par le titulaire est (sont) invariable(s) pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Cas particuliers - révision des prix nouveaux

Les prix nouveaux qui sont susceptibles d'être adoptés en cours d'exécution du marché et intégré au Bordereau des Prix Unitaires seront révisés suivant les mêmes modalités que les prix du BPUQE initial.

5-4 Offres Promotionnelles

Le titulaire est tenu de faire connaître par écrit les offres promotionnelles, soldes et autres, leurs conditions et leur durée de validité à partir du moment où ces offres sont inférieures au prix du dernier ajustement ou du BPU révisé.

Les réductions de prix résultant de l'offre promotionnelle s'appliqueront pour la durée de la promotion sur toute commande d'articles concernée par cette offre.

En aucun cas les offres promotionnelles, soldes et autres ne devront entraîner une diminution de la qualité des équipements loués et la durée de location souhaitée.

La facture correspondante fera alors apparaître la mention « prix promotionnel » pour chacun des articles concernés.

5-5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la location, sauf disposition réglementaire contra

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant minimum ramené au nombre de mois selon les règles de calcul fixées par l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

7.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

7.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du montant minimum.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

8. Règlement des comptes

Les fournitures sont réglées :

- Par application aux quantités réellement exécutées, après constats contradictoires, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires contractuel du lot concerné.
- Par application du tarif public affecté du taux de rabais ou de majoration mentionné dans le bordereau des prix unitaires contractuel du lot concerné

8.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :
Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après livraison des fournitures et décision d'admission.

Le règlement du prix ne donnera donc pas lieu à des règlements partiels définitifs.

8.1.1 Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

• Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des fournitures ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 2683 00761 00015 (Caisse des Ecoles) ou 2683 00373 00035 (Wetzel)

8.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 CCAG FCS sont applicables.

9.1 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande pour formuler ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande serait inférieur à quinze jours, l'acheteur indiquera dans le bon de commande lui-même le délai pendant lequel le titulaire pourrait émettre ses réserves, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS.

9.2 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale de l'entreprise.

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc....) qui ferait apparaître ce changement de dénomination.

- Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise.

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

- Changement d'adresse

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

- Ajout de prix nouveaux

Ces nouveaux prix seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ceux-ci. Ces ajouts ne pourront venir bouleverser de manière substantielle l'équilibre économique du contrat.

- En cas de mauvaise qualité

Le titulaire s'engage alors à remplacer ce produit par un produit de meilleure qualité au prix du marché en vigueur. Ces ajouts ne pourront venir bouleverser de manière substantielle l'équilibre économique du contrat. La mauvaise qualité devra être dûment justifiée.

- En cas de circonstances imprévisibles entraînant une modification dans la variation des prix

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévisibles bouleversant l'économie du contrat, modifier la périodicité de la révision des prix. Le titulaire devra alors envoyer tous les justificatifs nécessaires à cette modification. Le pouvoir adjudicateur devra alors l'approuver. Si les justifications ne sont pas suffisantes, les prix en vigueur continueront de s'appliquer.

9.3 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

10. Pénalités

10.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

Une pénalité de 50 € HT par jour de retard pourra être appliquée au titulaire s'il ne respecte pas les délais imposés au CCP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

11. Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

11.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

13. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

14. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les

dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

17. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

17.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

18. Clauses techniques

Les clauses techniques applicables sont les suivantes :

Livraison et délai d'urgence :

Le titulaire devra être capable de dépanner la Commune tous les jours.

Le titulaire s'engage également à prévenir la Commune au moins 24 h à l'avance en cas de produits manquants. Si le titulaire n'est pas en mesure de fournir le produit commandé, la Commune se réserve le droit d'aller commander ce produit chez un autre fournisseur. Le titulaire devra alors rembourser la différence à la Commune.

Pour la cuisine centrale, les livraisons doivent être effectuées quotidiennement sur une plage horaire de 6h30 à 13h30 sauf dans la plage comprise entre 8h et 9h.

Pour la Résidence Wetzel : Les livraisons devront être effectuées quotidiennement sur une plage horaire de 8h00 à 9h00.

Pour la MMPE : Les livraisons devront être effectuées quotidiennement sur une plage horaire de 9h30 à 11h30.

Tout produit commandé et qui ne peut pas être livré ou approvisionné devra être remplacé par un produit supérieur ou équivalent et ce pour le même prix.

Les colis devront impérativement être acheminés jusqu'aux pièces de stockage des différents sites et ne devront en aucun cas être déposés à l'extérieur des structures.

En cas de produits manquants ou indisponibles, le titulaire devra obligatoirement prévenir le pouvoir adjudicateur 48h avant la date prévue de livraison.

Tout produit commandé et qui ne peut pas être livré ou approvisionné devra être remplacé par un produit supérieur ou équivalent et ce pour le même prix.

Les cagettes contenant les produits devront être récupérées sur place lors des livraisons suivantes. Les agents de la collectivité ne manipuleront pas les cagettes.

Ne seront admises que les offres accompagnées d'un engagement écrit garantissant pour la durée du marché l'absence d'OGM.

Le titulaire s'engage à livrer des produits avec une date limite de consommation d'au moins 1 semaine à compter de la livraison pour les produits laitiers et réfrigérés.

Conformément à la loi EGALIM, 50% des produits autres que la viande et le poisson devront être durables et de qualité, dont 20% issus de l'agriculture biologique. Concernant les produits viandes et poissons au moins 60% devront être durables et de qualité.

Lot n° 01 – Produits réfrigérés

Lot n° 02 – Produits surgelés et glaces

Lot n° 03 – Produits laitiers

Qualité :

Le titulaire effectuera dans la mesure du possible, une proposition pour tous les produits ou partie des produits, correspondant à son meilleur prix. La présence de produits labellisés

sera valorisée au titre de la qualité.

Quantité :

Il est demandé au titulaire la possibilité de commander le produit à l'unité, notamment pour les petites structures municipales telle que la Maison Municipale de la Petite Enfance, et la Résidence Wetzel.

Lot n° 04 – Viande fraîche

Caractéristiques de la viande demandée :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la viande est destinée à un public composé essentiellement d'enfants et de personnes âgées. A ce titre la viande doit être d'une qualité qui convient à celui-ci. On constatera notamment que la viande doit être tendre et ne pas comporter de nerfs. La viande fraîche doit être proposée exclusivement d'origine Union Européenne. Au regard de la traçabilité imposée le pays d'origine de l'UE devra être donné. La présence de produits labellisés sera valorisée au titre de la qualité.

Lot n°5 : "Fruits et légumes frais"

Le titulaire devra, après réception du bon de commande, avoir livré les fournitures à la date mentionnée sur le bon de commande. En cas de livraison urgente, suite à un problème dans la commande reçue par exemple, le titulaire sera tenu de livrer les nouvelles commandes dans un délai de 24h maximum.

La cuisine centrale disposant d'un logiciel lui permettant de prévoir les commandes 15 jours à l'avance, aucune rupture de produits ne pourra être tolérée. En cas d'indisponibilité de certains produits, Le titulaire devra les remplacer par un produit de même qualité, aux tarifs du marché et contenant des produits allergènes identiques.

Le titulaire devra être à même de fournir l'ensemble des fruits et légumes de saison disponibles sur le marché le jour de la commande.

Les fruits et légumes doivent être de qualité saine, loyale et marchande et doivent respecter les dispositions du Code de la consommation. Ils seront de catégorie I (bonne qualité) ou extra (qualité supérieure).

Les fruits et légumes frais doivent être entiers, propres, de première fraîcheur, dépourvus d'humidité ou de trace de produit de traitement, sains, c'est-à-dire exempts d'attaques d'insectes ou de maladies et indemnes de défauts graves nuisant à leur comestibilité ou à leur aspect. Ils doivent avoir atteint un degré de développement et de maturité conformes aux usages loyaux et constants du commerce. Ces éléments seront valorisés au titre de la qualité des fruits et légumes frais.

Les légumes doivent être débarrassés de toutes parties non comestibles. Ils ne doivent pas présenter d'odeur ou de goût anormaux.

Les fruits sont consommés le lendemain ou le surlendemain de la livraison. Le service restauration précisera, lors de la commande, la date de livraison et celle de consommation. Le titulaire devra tenir compte de ces informations afin de livrer des fruits à bonne maturité.

Les fruits ne devront comporter ni autocollant, ni emballage individuel.

L'origine des fruits sera précisée selon les mois de l'année.

Les fruits et les légumes seront livrés en caisse bois ou plastique, les produits fragiles dans des emballages adaptés.

Le fardage, le mouillage, le trempage et la coloration artificielle sont strictement interdits.

Tout colis de fruits et légumes comportant un pourcentage supérieur à 15% en nombre de produits ne répondant pas aux spécifications de qualité prévues ci-dessus sera refusé.

Les fruits et légumes prévus dans le cadre de ce marché seront commandés en fonction des besoins du service et au mieux de la saison. Une attention particulière est demandée au fournisseur quant au calibrage des produits.

L'emballage doit être conforme à la réglementation en vigueur et doit porter les indications suivantes :

- Le nom de l'exploitation,
- Le pays d'origine,
- La variété,
- Le calibre,
- La catégorie (extra, I, II) : les Légumes devront être de catégorie I, ou extra en fonction de la saison.

Dans des cas exceptionnels, des marchandises de catégorie II pourront être acceptées.

La couleur de l'étiquette doit correspondre à celle fixée pour la catégorie

- Rouge pour l'extra
- Vert pour la catégorie I,
- Jaune pour la catégorie II.

Seront préférés les produits de catégorie I, chaque fois que les approvisionnements le permettront, sauf demande expresse de l'acheteur.

Lot 6 "Fruits et légumes de 4ème et 5ème gamme" :

Les calibres de ces produits devront être homogènes et réguliers pendant toute la durée du marché. Le process doit permettre de garantir une cuisson suffisante de chaque produit sans sur-cuisson et une intégrité physique des produits (pas de produits écrasés ou détériorés).

Les fruits et légumes doivent être de première fraîcheur, dépourvus d'humidité ou de trace de produit de traitement, sains, c'est-à-dire exempts d'attaques d'insectes ou de maladies et indemnes de défauts graves nuisant à leur comestibilité ou à leur aspect. Ils doivent avoir atteint un degré de développement et de maturité conformes aux usages loyaux et constants du commerce. Ces éléments seront valorisés au titre de la qualité des fruits et légumes frais.

Une fiche technique doit être tenue à disposition de la collectivité sur chaque produit proposé.

L'étiquetage devra comprendre :

- Le nom de l'exploitation,
- Le pays d'origine,
- La variété,

- Le calibre,
- La catégorie (extra, I, II) : les fruits devront être de catégorie I, ou extra en fonction de la saison.

Dans des cas exceptionnels, des marchandises de catégorie II pourront être acceptées
L'emballage doit être conforme à la réglementation en vigueur et doit porter les indications suivantes :

Le conditionnement assurera une protection convenable des produits.

Les calibres de ces produits devront être réguliers de façon à permettre une cuisson régulière et homogènes.

19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*